

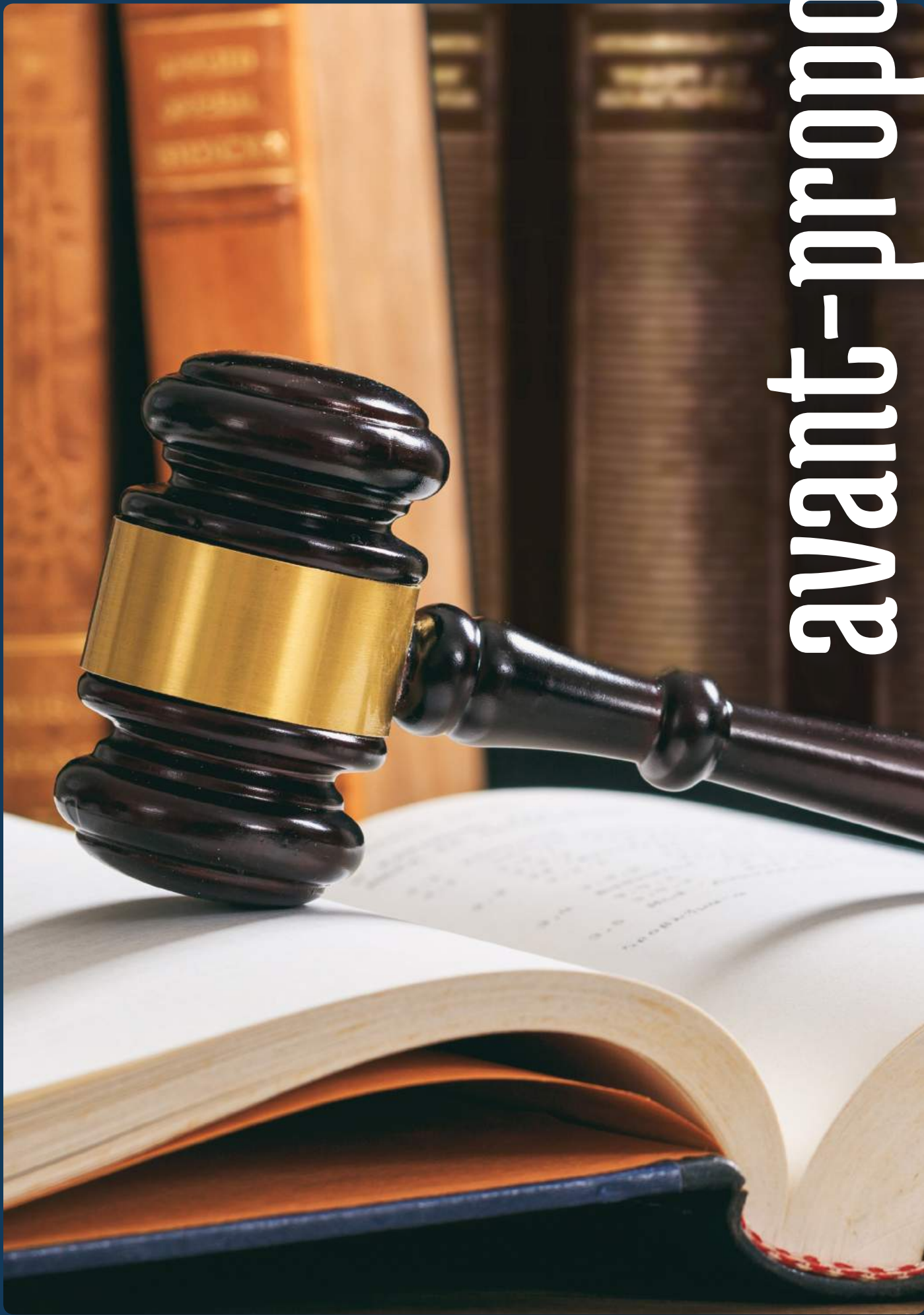
**Fichier central des avis de saisie,  
de délégation, de cession et de  
règlement collectif de dettes  
et de protêt**

**rapport annuel 2018**

# Sommaire

1. Avant-propos .....	5
2. Le fonctionnement du CGS .....	7
2.1. La législation, la jurisprudence et la doctrine .....	7
2.1.1. ....	7
2.1.2. ....	10
2.1.3. ....	10
2.2. Relations entre le CGS et la CNHB.....	11
2.3. Signalements au CGS.....	11
3. La commission «plaintes» .....	13
3.1. Chronologie .....	13
3.2. Aperçu des travaux.....	13
4. La commission «TIC» .....	15
4.1. Chronologie .....	15
4.2. Aperçu des travaux.....	15
5. La commission «vie privée» .....	17
5.1. Chronologie .....	17
5.2. Aperçu des travaux.....	17
6. La commission «règlement collectif de dettes» .....	19
6.1. Chronologie .....	19
6.2. Aperçu des travaux.....	19
7. La commission «finances».....	21
7.1. Chronologie .....	21
7.2. Aperçu des travaux.....	21
7.3. Vue d'ensemble des chiffres clés financiers pour l'année 2018 .....	22
7.4. La redevance .....	24
7.5. L'établissement d'une analyse des risques .....	25
7.6. Mise à jour de l'examen effectué.....	25

8. La commission «audit» .....	27
8.1. Chronologie .....	27
8.2. Aperçu des travaux.....	27
9. Données statistiques.....	31
9.1. Nombre d’avis déposés .....	31
9.1.1. Nombre d’avis déposés par mois/année et par type d’avis.....	33
9.1.2. Nombre global d’avis déposés par déposant.....	37
9.2. Nombre d’avis radiés.....	39
9.2.1. Nombre d’avis radiés par mois/année et par type d’avis. ....	39
9.2.2. Nombre global d’avis radiés par déposant .....	43
9.3. Nombre d’avis (valables) encore d’actualité .....	45
9.3.1. Nombre global d’avis (valables) encore d’actualité .....	45
9.3.2. Nombre global d’avis (valables) encore d’actualité par déposant ....	49
9.4. Nombre d’avis déposés à l’encontre d’une ‘entreprise’ vis-à-vis du nombre d’avis déposés à l’encontre d’un débiteur - particulier .....	51
9.4.1. Nombre global d’avis à charge d’une entreprise .....	51
9.4.2. Nombre global d’avis à charge d’un débiteur n’ayant pas la qualité d’une ‘entreprise’ .....	56
9.4.3. Nombre global par déposant .....	60
9.5. Totaux absolus par rapport aux totaux relatifs .....	62
9.5.1. Tous les avis.....	62
9.6. Nombre de consultations du FCA .....	63
9.6.1. Nombre global de consultations du FCA .....	63
9.6.2. Nombre global de consultations par groupe d’utilisateurs .....	67
10. Liste d’abréviations .....	71



avant-propos

# 1. Avant-propos

La composition du CGS a été renouvelée le 15 mai 2018 et un certain nombre de membres, qui en faisaient déjà partie depuis l'origine, l'ont quittée.

Baudoin Franck, qui en a été le président depuis 2011, a également été remplacé. Je voudrais remercier Baudoin pour son travail pionnier et les années d'engagement envers le CGS. Son enthousiasme et son dévouement au CGS m'ont certainement inspirés.

En raison du départ d'un certain nombre de ses membres, le CGS en a accueilli de nouveaux. Évidemment, le CGS voudrait bénéficier de l'expertise et de l'expérience des nouveaux membres. Pour cette raison, l'une des premières décisions du CGS, dans sa nouvelle composition, a consisté à rouvrir les mandats pour les différentes commissions, pour que les nouveaux membres puissent aussi se porter candidats. Dès que les commissions ont été renouvelées, chaque commission a établi son «Mission Statement».

Jusqu'à présent, la collaboration entre le CGS et la CNHB a été officiellement régie par un protocole d'accord, signé le 13 mars 2012. Les deux parties ont reconnu la nécessité d'une mise à jour/d'un renouvellement de ce protocole d'accord. Dans ce but, une commission protocole de coopération a été créée au sein du CGS, qui a été chargée d'élaborer un nouveau «Protocole de coopération». Si tout va bien, il se traduira par une nouvelle dynamique dans la collaboration entre le CGS et la CNHB et contribuera à la réalisation des objectifs que le législateur avait à l'esprit lors de la création du FCA.

Par arrêté ministériel du 31 août 2018, le montant de la redevance, due pour la consultation du FCA, a été réduite à 0,50 EUR. La surveillance des conséquences financières de cette réduction pour le FCA constituera pour le CGS l'une de ses tâches dans les années à venir.

*Ann Van De Vyver*  
Président du comité de gestion  
et de surveillance (CGS)



■ *Note de l'éditeur:*

*Afin de contribuer à réduire notre empreinte écologique, il a été décidé de publier le rapport annuel sur le site web de SPF Justice et de ne plus le distribuer en version imprimée.*



# le fonctionnement du CCS

# 2. Le fonctionnement du CGS

## 2.1. La législation, la jurisprudence et la doctrine

### 2.1.1.

La composition du comité de gestion et de surveillance du fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et de protêt (le CGS) a changé au cours de l'année 2018. L'appel à candidature pour les mandats, les greffiers, le magistrat et les médiateurs de dettes a été publié au Moniteur belge du 7 mars 2018.

Les nouveaux membres ont été nommés pour un mandat de quatre ans par arrêté ministériel du 4 mai 2018, publié au Moniteur belge du 11 mai 2018. Cet arrêté ministériel est entré en vigueur le 15 mai 2018. Un erratum a été publié au Moniteur belge du 11 mai 2018.

La composition du CGS dans l'année 2018 se présente comme suit.

Fonction	2014-2018	2018-2022
Président (juge des saisies / magistrat / magistrat-émerité)	Boudewijn Franck	Ann Van De Vyver
Suppléant	Dirk Huygebaert	Johan Timmermans
Juriste représentant le Ministre de la Justice	Geert Depoortere	Anneleen Huygens
Suppléant	Veerle Van Crombrugge	Luc Schiepers
Informaticien représentant le Ministre de la Justice	Bob Goossens	Bob Goossens
Suppléant	Ortwin Van Leuven	Anne-Marie Vlassenbroeck
Greffier d'un tribunal de première instance ou d'une cour d'appel, section saisies	Marleen Deville	Marleen Deville
Suppléant	Mark Jespers	Mark Jespers
Magistrat d'une juridiction du travail	Rudy Ghyselincx	Rudy Ghyselincx
Suppléant	Michel Palumbo	Geen
Greffier d'une juridiction du travail	Jean-Marie Michiels	Michel Dumont
Suppléant	Anne Deventer	Geen
Membre de l'autorité de protection des données	Joël Livyns	Joël Livyns
Suppléant	Anne Junion	Geen
Représentant de la Banque Nationale de Belgique	Peter Neefs	Peter Neefs
Suppléant	Patrick Bissot	Camille Dümm
Avocat désigné par Orde van Vlaamse Balies	Koen Maenhout	Johan Verheyden
Suppléant	Veerle Tollenaere	Geen
Avocat désigné par l'Ordre des barreaux francophones et germanophones	Antoine de le Court	Antoine de le Court
Suppléant	Daniel Fesler	Daniel Fesler



Fonction	2014-2018	2018-2022
Notaire désigné par la Chambre Nationale des notaires	Hugo Meersman	Marc Wilmus
Suppléant	Gabriël Rasson	Ruud Jansen
Notaire désigné par la Fédération Royale du Notariat Belge	François Herinckx	Michaël Pieters
Suppléant	Michaël Pieters	Sylvain Bavier
Huissier de justice désigné par le conseil permanent de la CNHB	Peter Van Noten	Pierre De Mey
Suppléant	Quentin Debray	Patrick Gielen
Huissier de justice - secrétaire	Pierre Demey	Jan Demeuter
Suppléant	Jan Demeuter	Peter Coene
Représentant du Service Public Fédéral Finances	Adil Soussi Nachit	Adil Soussi Nachit
Suppléant	Véronique Triquet	Erik Demunter
Médiateur de dettes (NL)	Jeroen Léaerts	Elie Van Acker
Suppléant	Elie Van Acker	Jeroen Léaerts
Médiateur de dettes (FR)	Jean-Luc Denis	Jean-Luc Denis
Suppléant	Geen	Geen
Réviseur d'entreprises	Dirk Smets	Dirk Smets
Suppléant	Hugues Fronville	Hugues Fronville

### 2.1.2.

Les articles suivants du Code judiciaire, s'appliquant au CGS, ont été modifiés pendant l'année en revue:

- L'article 1390septies du Code judiciaire en application de l'article 252 de la loi du 15 avril 2018 (MB du 27 avril, entrée en vigueur le 1er novembre 2018);
- Les articles 1390, §1 et 1391 du Code judiciaire en application des articles 24 et 25 de la loi du 8 juillet (MB du 16 juillet, entrée en vigueur le 26 juillet 2018);
- L'article 1390bis du Code judiciaire en application de l'article 131 de la loi du 12 décembre 2018 (MB 31 décembre 2018, entrée en vigueur le 10 janvier).

### 2.1.3.

Depuis le 1er octobre 2018, par arrêté ministériel du 30 août 2018, le montant de la redevance, qui est perçue lors de la consultation du fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt, a été ramené à 0,5 EUR.

## **2.2. Relations entre le CGS et la CNHB**

La CNHB et le CGS ont signé un accord de protocole le 13 mars 2012. Les deux parties ont reconnu la nécessité de renouveler ce protocole et c'est dans ce but que la commission protocole de coopération a été créée qui a été chargée d'élaborer un nouveau «protocole de coopération».

## **2.3. Signalements au CGS**

La CNHB a demandé l'avis du CGS à deux reprises dans le cadre de l'article 1389bis/7 du Code judiciaire.



# la commission «plaintes»

# 3. La commission «plaintes»

## 3.1. Chronologie

En 2018, les membres de la commission «plaintes» ont correspondu à distance sur les sujets qui lui étaient dévolus, sans se réunir physiquement.

## 3.2. Aperçu des travaux

La commission «plaintes» avait préalablement établi un formulaire de dépôt de plaintes, mis en ligne sur le site du SPF Justice.

([https://justice.belgium.be/fr/service\\_public\\_federal\\_justice/organisation/services\\_et\\_commissions\\_independants/fichier\\_des\\_avis](https://justice.belgium.be/fr/service_public_federal_justice/organisation/services_et_commissions_independants/fichier_des_avis))

La commission «plaintes» en 2018 n'a été saisie que du traitement d'une seule plainte, dont l'examen a été clôturé en avril 2018, après constatation de la radiation des avis de commandement ou de saisie litigieux.

Après installation du CGS nouvellement composé, la commission «plaintes» a arrêté un «Mission Statement» pour ses travaux futurs qui a été validé par le CGS en sa réunion du 17 décembre 2018.

# «TIC» la comisión



# 4. La commission «TIC»

## 4.1. Chronologie

En 2018, la commission «TIC» a été érigée par le CGS. Elle s'est réunie pour la première et l'unique fois cette année le 19 novembre.

## 4.2. Aperçu des travaux

La commission «TIC» a arrêté un «Mission Statement» pour ses travaux futurs qui a été validé par le CGS en sa réunion du 17 décembre 2018.

Il s'agit principalement d'assurer le support informatique nécessaire au travail du CGS, notamment l'implémentation d'une plateforme collaborative pour le traitement et l'archivage des documents produits ou reçus par ce dernier.



«la commission «vie privée»



# 5. La commission «vie privée»

## 5.1. Chronologie

La commission «vie privée» s'est réunie une seule fois pendant l'année écoulée.

## 5.2. Aperçu des travaux

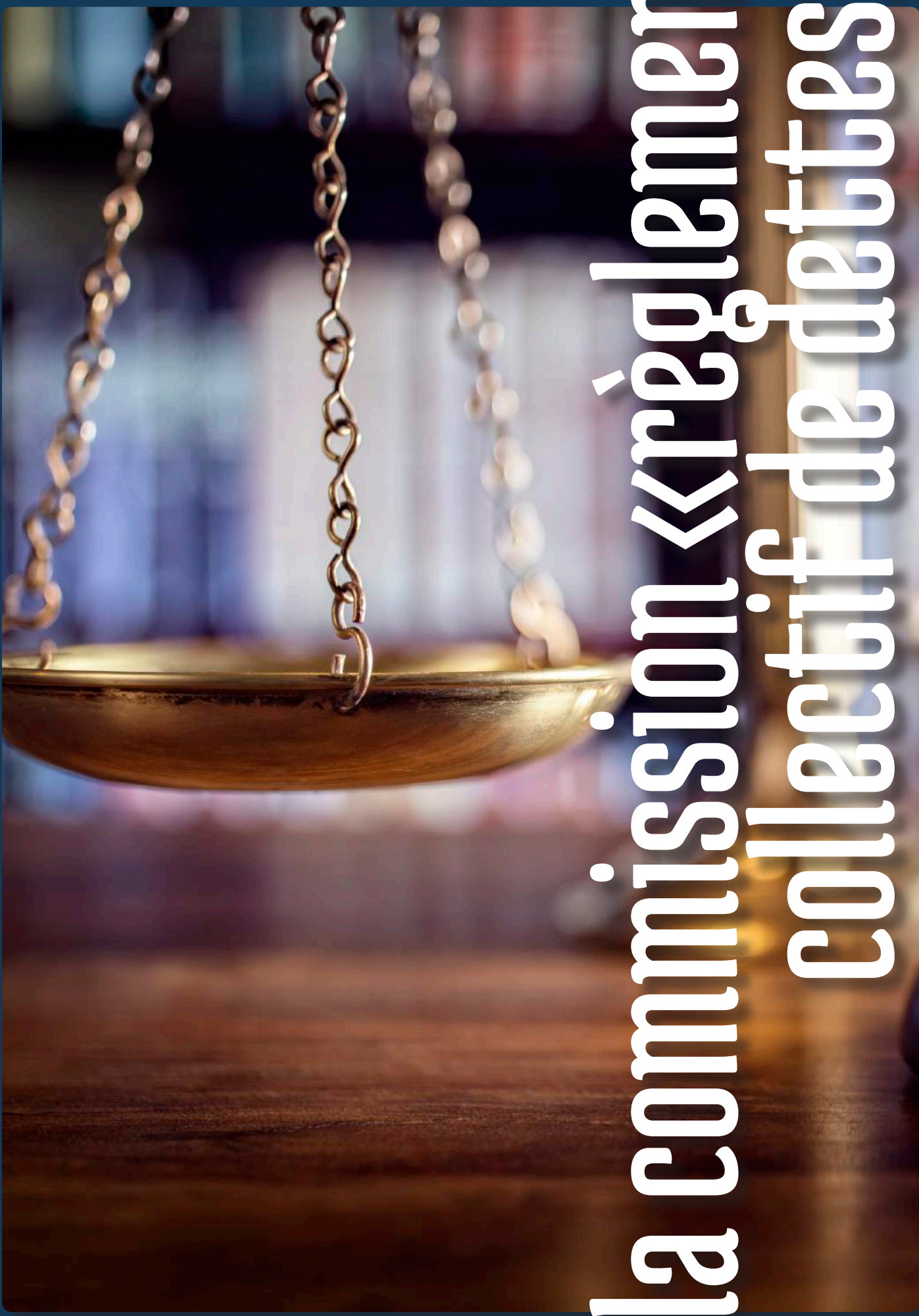
À la suite de l'entrée en vigueur du règlement général de protection des données, un débat a eu lieu au sein du comité de gestion et surveillance (CGS) en ce qui concerne l'utilité et la configuration de la commission vie privée. Finalement il a été décidé d'y attribuer un nouveau nom, une nouvelle composition et une nouvelle dynamique.

La commission «protection des données» renouvelée a expliqué sa nouvelle mission le 19 novembre dans le cadre d'un «Mission Statement» qui a ultérieurement été ratifiée par le CGS.

Les priorités suivantes ont été fixées:

- Mettre à jour la liste des droits d'accès des membres, anciens membres, suppléants et ancien suppléants du CGS au fichier central des avis;
- Demander une copie du registre des activités de traitement de la CNHB (cf. art. 30 RGPD) contenant les activités de traitement dans le cadre de la gestion du fichier central des avis;
- Enregistrer des activités propres de traitement (les données personnelles) liées au fonctionnement interne du CGS et de ses commissions.

# la commission «réglement collectif de dettes»



# 6. La commission «règlement collectif de dettes»

## 6.1. Chronologie

En 2018, la commission «règlement collectif de dettes» (RCD) s'est réunie aux dates suivantes: 16 janvier, 20 février, 20 mars, 26 juin, 15 octobre, 19 novembre et 17 décembre, à chaque fois en présence d'un ou plusieurs représentants de la CNHB.

## 6.2. Aperçu des travaux

La commission renouvelle le constat qu'il subsiste encore de nombreux manquements et incohérences dans l'encodage des données dans les fiches règlement collectif de dettes du FCA.

Les erreurs relevées ont été analysées en vue de préparer une nouvelle campagne de demandes de corrections. Elle sera menée au cours de l'année 2019.

Des modifications ont été réalisées en ce qui concerne l'amélioration des règles pour l'encodage. En modifiant la présentation ou les règles de validation des données, le but poursuivi est de faciliter le travail des médiateurs des dettes, en visant une utilisation effective et correcte du fichier. Les modifications se poursuivront en 2019, notamment par la mise en place d'une nouvelle version.

Sur proposition de la commission, le CGS a suggéré au législateur de modifier l'article 1390quater §2 2° du Code judiciaire, en vue de permettre au greffe de modifier l'avis de règlement collectif de dettes dans l'hypothèse d'un remplacement du médiateur de dettes. Dans l'état actuel de la législation, cette responsabilité incombe en effet au médiateur remplacé, ce qui pose problème dans de nombreux cas.

La commission reste attentive au respect du nouveau Règlement Général sur la Protection des Données, en collaboration avec la commission vie privée.

Enfin, la Commission RCD a entamé une réflexion tendant à communiquer des données statistiques plus précises en ce qui concerne le règlement collectif de dettes. Les critères devraient être précisés pour une publication dans le rapport 2019.



la commission «finances»

# 7. La commission «finances»

## 7.1. Chronologie

La commission «finances» s'est réunie l'année passée les 1er février, 2 mars, 20 et 27 septembre et 14 et 23 novembre. En outre, de multiples réunions ont été tenues entre les membres de la commission «finances» et une délégation de la CNHB, concernant la gestion et la discussion de la situation financière du FCA. Ces réunions ont eu lieu les 1er février, 2 mars et 23 novembre 2018.

## 7.2. Aperçu des travaux

Au cours de l'année écoulée, il y a eu de multiples réunions entre la commission «finances» et les responsables de la CNHB et de SAM-TES relatives au suivi de la situation financière du FCA. Les dépenses de la période précédente ont été comparées à la balance de 2017 et le budget pour 2018 a été discuté.

Au cours de la période considérée, la commission «finances» a constaté avec satisfaction que la CNHB a répondu à certaines des questions spécifiques pour des précisions, des formalisations et des connexions entre la comptabilité générale et la comptabilité analytique.

La commission «finances» a appelé à une analyse comparative plus détaillée de la réalité par rapport au budget. Elle a également suggéré de présenter ces chiffres comparatifs en les basant sur une analyse pluriannuelle.

Il était tout aussi important de constater que la CNHB s'était limitée à transférer des chiffres avec peu de commentaires explicatifs. Ceci a amené la commission «finances» à demander de joindre aux chiffres une sorte de «management summary» pour que les faits les plus marquants de la période précédente soient identifiés et compris plus aisément.

Au cours de l'année écoulée, la commission s'est également consacrée à retravailler son «Mission Statement» qui a été ajusté aux activités et thèmes qui lui ont été confiés par le CGS.

### 7.3. Vue d'ensemble des chiffres clés financiers pour l'année 2018

Sur base des chiffres transmis par la CNHB au CGS, les revenus et les dépenses du FCA peuvent être résumés comme suit:

Dépenses selon la nature des coûts (en Euro)	2017	2018
Les revenus de la facturation des consultations	3.831.956,00	2.958.899,50
Les revenus financiers	14.831,50	4.056,11
Autres revenus variables	0,00	13.153,20
Autres charges externes	- 1.515.040,56	- 1.535.937,12
Amortissements	-599.073,89	-598.117,08
Frais autorisés par le SPF Justice	-448.429,74	-315.535,47
Frais financiers	-3.202,14	- 875,56
Les impôts	- 3.273,01	-1.051,58
<b>Le résultat net de l'exercice</b>	<b>1.277.768,16</b>	<b>524.592,00</b>

Il est à noter que parmi les amortissements, en plus de ceux liés au logiciel et au matériel du FCA, des amortissements ont été comptabilisés pour du logiciel et du matériel d'autres bases de données, que le législateur a créées.

Les coûts affectés à ces bases de données et qui sont financés au départ du FCA, peuvent être résumés comme suit:

Coûts non liés au FCA (en Euro)	2017	2018
Amortissement d'autres bases de données	164.353,90	210.457,02
Dépenses autorisés par le SPF Justice	448.429,74	315.535,47
<b>Coûts financés par le FCA mais non liés au FCA</b>	<b>612.783,64</b>	<b>525.992,49</b>

La commission «finances» tient à remarquer à cet égard qu'elle a insisté auprès de la CNHB, pendant l'année écoulée, pour qu'elle donne un minimum d'explications quant à la nature et l'objet de ces bases de données. La CNHB n'a pas donné suite à cette demande.

Tout comme les années précédentes, le CGS a dû constater que durant la période écoulée il subsiste une forte concentration de fournisseurs de services, en particulier en ce qui concerne le support technique informatique.

L'aperçu des deux dernières années peut être résumé comme suite:

Dépenses ventilées selon le fournisseur de service (en Euro)	2017	2018
JD-Consult	641.304	747.752
360 IT	273.110	105.609
AXI	270.651	292.393
La cellule d'assistance opérationnelle NKGB/SAM-TES	184.158	187.053
White Wire	124.736	N/A
KVLA	87.664	N/A
Quality Projects	84.737	N/A
Comité de Gestion et de Surveillance, jetons de présence	62.678	141.868
Electro-Line	78.246	N/A
RF Consult	64.876	52.777
Cognita	44.535	147.293
Fruxa	43.611	70.826
Nviso	29.501	30.988
Marsh	N/A	63.799
Autres	41.170	20.347
<b>TOTAL</b>	<b>2.030.977</b>	<b>1.860.704</b>

Le CGS a exprimé sa préoccupation dans les rapports annuels précédents quant à la dépendance importante de la CNHB vis-à-vis des partenaires informatiques extérieurs. Elle ne concerne pas seulement le niveau considérable des frais payés à ces sociétés externes mais aussi et surtout la dépendance opérationnelle à l'égard de ces tiers.

En ce qui concerne la gestion des risques, il semble que la CNHB se trouve dans une situation vulnérable et peu résiliente. En conséquence il ne lui reste que peu de marge à l'occasion de la négociation de la prolongation des contrats avec ces fournisseurs de services.

## **7.4. La redevance**

L'Article 1389bis/6 du Code judiciaire stipule qu'en vue de couvrir les coûts résultant de la tenue du FCA et du fonctionnement du CGS, la communication des données enregistrées dans le FCA donne lieu à la perception d'une redevance. Le montant de la redevance était fixé à 2€ pour les avocats, huissiers de justice et notaires et à 0€ pour les médiateurs de dettes jusqu'au 30 septembre 2018.

En concertation avec la CNHB, la commission «finances» a procédé à une analyse des excédents structurels selon le modèle de financement existant et a échangé ses idées avec la CNHB à propos d'une réduction de la redevance. Afin de réaliser une évaluation d'impact un certain nombre de modèles à plusieurs variables ont été utilisés.

Il en est résulté un avis conjoint d'abaisser la redevance à 1€. Le ministre de la Justice a finalement décidé de ramener la redevance à 0,5€ à partir du 1er octobre 2018 de sorte que l'on peut s'attendre qu'à partir de 2019 les comptes seront déficitaires.

La commission «finances» comprend le souhait du ministre de réduire l'excédent de la trésorerie, qui a été accumulé au moyen des redevances du FCA au cours des années. Cependant, on ne peut oublier que le FCA, depuis deux ans, doit aussi couvrir des frais et des dépenses qui ne sont pas liés au FCA et sur lesquels le CGS n'a pas de moindre contrôle. Ainsi, le CGS ne peut pas déterminer à quel rythme les réserves de la trésorerie seront réduites.



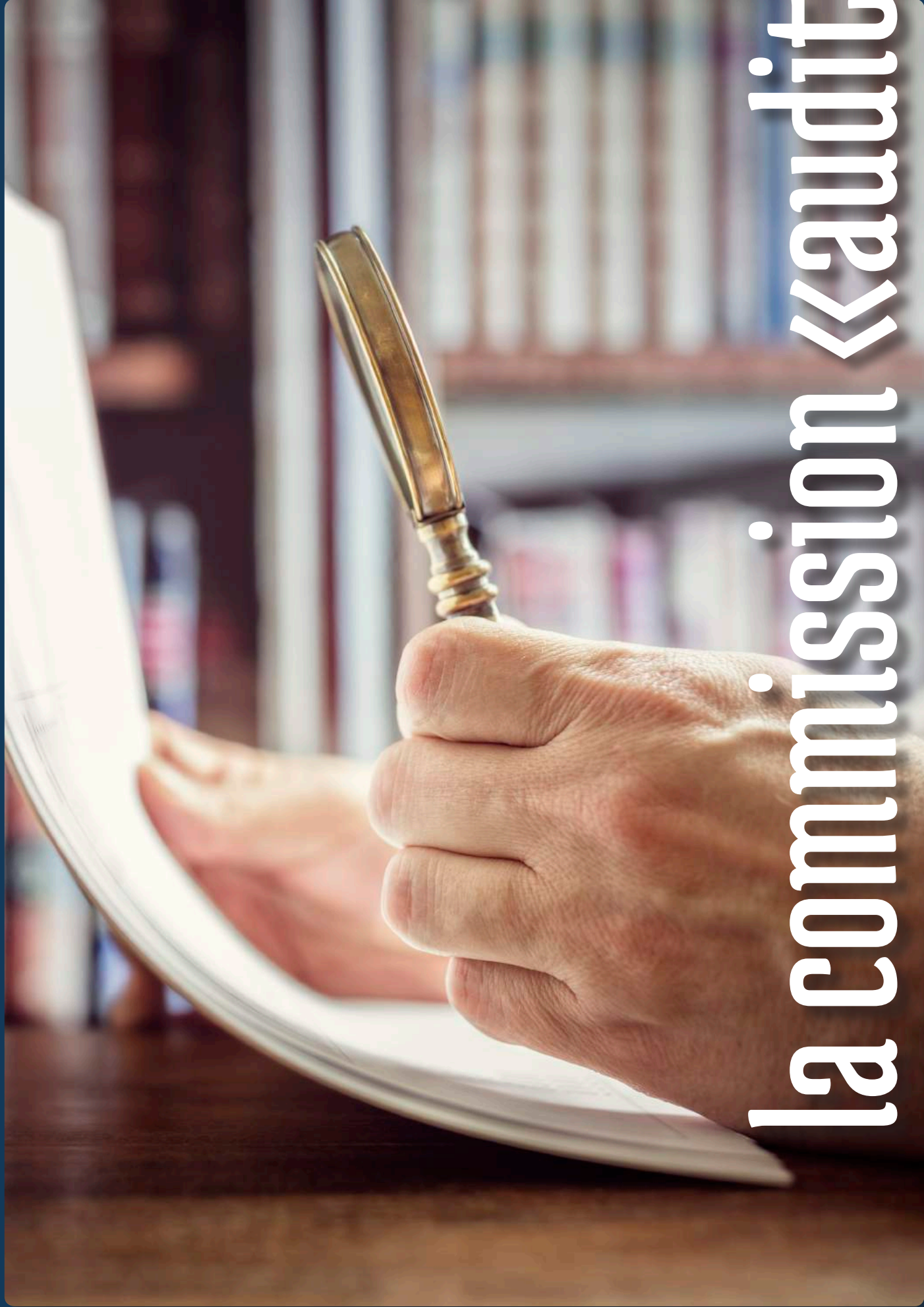
## **7.5. L'établissement d'une analyse des risques**

Au cours de ses entretiens avec la CNHB, la commission «finances» a demandé à plusieurs reprises d'établir une analyse globale des risques, dans laquelle, outre les aspects techniques et opérationnels, la question concernant les données personnelles doit être traitée ainsi que l'impact financier des risques principaux identifiés.

## **7.6. Mise à jour de l'examen effectué**

La commission «finances» est favorable à l'organisation d'une mise à jour de l'examen, qui a été réalisé y a trois ans, des processus financiers et administratifs du FCA.

Dans ce but un expert externe devrait être invité afin d'examiner le progrès des années écoulées, et de vérifier en particulier si les points sensibles principaux, déjà identifiés, ont été résolus.



# la commission «audit»

# 8. La commission «audit»

## 8.1. Chronologie

La commission «audit» s'est réunie les 1er février, 28 mai, 8 juin, 12 juillet, 20 septembre, 14 et 23 novembre 2018.

En outre, les membres de la commission «audit» se sont réunis régulièrement avec une délégation de la CNHB dans le cadre du suivi et de la discussion des progrès dans les priorités convenues concernant la mise en œuvre des propositions et recommandations formulées dans les différents rapports d'audit. Ces réunions ont eu lieu les 1er février, 8 juin, 27 septembre et 23 novembre 2018.

## 8.2. Aperçu des travaux

En 2018 l'attention de cette commission s'est concentrée sur le suivi des progrès sur la sécurité de l'information, la protection des données et les relations avec les fournisseurs. Sur ce dernier point, la commission a estimé une fois de plus qu'il faudrait s'efforcer d'évoluer vers une plus grande indépendance vis-à-vis des fournisseurs de service respectifs qui depuis 2011, invariablement, sont restés en charge de la gestion des applications informatiques.

Après l'achèvement des rapports d'audit, cette commission a remis au CGS les conclusions suivantes:

- ⇒ La commission «audit» ressent un besoin évident de «dynamiser» la relation entre la CNHB et le CGS. La mise à jour et l'optimisation du protocole de coopération en constitue une opportunité. Il a été demandé au CGS de prendre une initiative vis-à-vis du président du comité exécutif de la CNHB et le directeur de SAM-TES en vue d'aboutir à de nouveaux accords à ce sujet et de les formaliser dans un accord de coopération. Cette proposition a été acceptée.
- ⇒ La CNHB devrait prendre les devants de manière plus active dans la mise en œuvre et le suivi des points d'actions convenus. Un tableau de bord a été développé dans le cadre du suivi. L'opinion générale est que:
  - surtout en ce qui concerne les processus financiers, il y a eu un progrès considérable
  - il y a toujours un manque de transparence en ce qui concerne le TIC (architecture) et la conformité RGPD

- faute d'une analyse des risques, une définition correcte des priorités reste compromise.

Un rapportage plus régulier (au minimum mensuel) par la CNHB s'impose, accompagné des documents pertinents pour étayer l'état d'avancement. (cf. la responsabilité RGPD).

⇒ Les résultats soumis par la CNHB doivent être objectivés par une partie indépendante. Concrètement il a été proposé au CGS de:

- faire mesurer l'état d'avancement en ce qui concerne le «rapport final de la vérification de la fiabilité des processus/organisations financiers, comptables et administratifs» par le consultant concerné. Bien que cette personne ait promis sa coopération, il n'y a pas encore de consensus sur ce point avec la CNHB.
- commander une étude de faisabilité en ce qui concerne la mise en œuvre d'une architecture TIC ouverte pour que la CNHB puisse maintenir une stratégie plus indépendante vis-à-vis de certains fournisseurs de service.

En outre, la CNHB a été confrontée à une demande explicite de la commission pour la protection de la vie privée (aujourd'hui transformée en autorité de protection des données) afin de démontrer le respect du règlement général de la protection des données.

Dans ce but, la commission «audit» a soumis un questionnaire à la CNHB et à SAM-TES. Ce document est identique à l'enquête faite par l'audit interne fédéral, qui a été organisé pour les services du gouvernement fédéral. Malgré la demande explicite de la commission de remplir et de signer ce questionnaire séparément, respectivement en tant que responsable du traitement (CNHB) et de sous-traitant (SAM-TES), un seul questionnaire commun a été rendu.

La cohérence des résultats dans les différentes rubriques et la qualité globale des réponses sont préoccupantes. Elles font preuve d'un manque de compréhension de la réglementation et la cohérence respective. En outre, il y a un manque d'évaluation réaliste de la situation actuelle.

Afin que la commission «audit» puisse fonctionner de façon plus ciblée et plus efficace, la mission qui lui a été attribuée, a été mise à jour et soumise au CGS pour approbation. Ceci permettra à la commission de se focaliser dès 2019 sur la gestion des risques. En particulier, le rôle de cette commission a été réorienté comme suit:

*«...la commission «audit» va coopérer et formuler des commentaires sur l'ensemble des mesures prises par la CNHB, sa direction, son personnel et ses fournisseurs, afin d'obtenir une assurance raisonnable quant à:*

- *La réalisation des objectifs convenus et la gestion efficace et efficiente des risques liés à la gestion opérationnelle du Fichier central des avis de saisie;*
- *Le respect des procédures;*
- *La fiabilité des rapports de gestion;*
- *L'exploitation effective et efficiente des services et l'utilisation efficace des ressources;*
- *La prévention de l'usage impropre du FCA.*

*La commission «audit» aspire à une communication transparente en ce qui concerne la gestion opérationnelle du FCA et surveillance, à l'aide de ce rapportage, la responsabilité de la politique et les mesures de gestion (de risque) prises.»*

# Samboitsiqts saáunop



# 9. Données statistiques

La CNHB a fourni les données, dont les plus importantes ont été sélectionnées.

## 9.1. Nombre d'avis déposés

### Nombre d'avis déposés par année et par type d'avis 2018

Année	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2011	952.139	31.853	834	188.167	3.954	1.176.947
2012	1.012.978	30.490	806	232.286	3.601	1.280.161
Delta 2011-2012	60.839	-1.363	-28	44.119	-353	103.214
Delta 2011-2012 in %	6,39%	-4,28%	-3,36%	23,45%	-8,93%	8,77%
2013	1.033.644	30.210	772	240.898	3.590	1.309.114
Delta 2012-2013	20.666	-280	-34	8.612	-11	28.953
Delta 2012-2013 in %	2,04%	-0,92%	-4,22%	3,71%	-0,31%	2,26%
CTRL	1.033.644	30.210	772	240.898	3.590	1.309.114
2014	1.029.537	22.156	582	184.035	4.020	1.240.330
Delta 2013-2014	-4.107	-8.054	-190	-56.863	430	-68.784
Delta 2013-2014 in %	-0,40%	-26,66%	-24,61%	-23,60%	11,98%	-5,25%
CTRL	1.029.537	22.156	582	184.035	4.020	1.240.330
2015	990.654	15.933	467	153.169	3.631	1.163.854
Delta 2014-2015	-38.883	-6.223	-115	-30.866	-389	-76.476
Delta 2014-2015 in %	-3,78%	-28,09%	-19,76%	-16,77%	-9,68%	-6,17%
CTRL	990.654	15.933	467	153.169	3.631	1.163.854
2016	1.024.659	15.132	423	149.611	3.344	1.193.169
Delta 2015-2016	34.005	-801	-44	-3.558	-287	29.315
Delta 2015-2016 in %	3,43%	-5,03%	-9,42%	-2,32%	-7,90%	2,52%
CTRL	1.024.659	15.132	423	149.611	3.344	1.193.169
2017	1.060.172	14.309	347	144.622	3.032	1.222.482
Delta 2016-2017	35.513	-823	-76	-4.989	-312	29.313
Delta 2016-2017 in %	3,47%	-5,44%	-17,97%	-3,33%	-9,33%	2,46%
CTRL	1.060.172	14.309	347	144.622	3.032	1.222.482
2018	1.051.358	12.545	311	146.275	2.690	1.213.179
Delta 2017-2018	-8.814	-1.764	-36	1.653	-342	-9.303
Delta 2017-2018 in %	-0,83%	-12,33%	-10,37%	1,14%	-11,28%	-0,76%
CTRL	1.051.358	12.545	311	146.275	2.690	1.213.179



### 9.1.1. Nombre global d'avis déposés

Le nombre d'avis déposés par mois/année et par type d'avis est le nombre de (nouveaux) avis déposés par mois au cours d'une année donnée, répartis par type d'avis.

9.1.1. Nombre d'avis déposés par mois/année et par type d'avis						
Année/mois	Catégorie avis					Totaux
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délé-gation	Avis de ces-sion	Avis de protêt	
1997 - 2010		27.964	-	-	123.003	150.967
2011/01	1.312	437	-	140	318	2.207
2011/02	84.665	2.857	64	16.635	317	104.538
2011/03	118.347	3.779	110	18.727	394	141.357
2011/04	87.228	2.618	72	15.885	382	106.185
2011/05	93.510	3.310	70	17.593	381	114.864
2011/06	85.535	3.014	77	13.744	317	102.687
2011/07	70.108	2.278	50	14.026	315	86.777
2011/08	74.961	2.044	50	16.963	337	94.355
2011/09	81.677	3.231	70	18.631	395	104.004
2011/10	84.987	2.754	118	18.423	328	106.610
2011/11	83.579	2.833	72	19.366	111	105.961
2011/12	86.230	2.698	81	18.034	359	107.402
2011	952.139	31.853	834	188.167	3.954	1.176.947
2012/01	75.026	2.821	50	19.289	334	97.520
2012/02	91.720	2.720	80	20.798	300	115.618
2012/03	106.050	3.455	69	25.723	331	135.628
2012/04	82.210	2.618	76	17.375	316	102.595
2012/05	80.830	2.344	58	18.509	366	102.107
2012/06	90.406	2.562	62	17.297	346	110.673
2012/07	79.500	2.372	69	16.745	306	98.992
2012/08	77.885	1.745	65	18.678	281	98.654
2012/09	75.513	2.688	63	18.363	221	96.848

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2012/10	92.761	2.767	83	22.160	274	118.045
2012/11	84.348	2.171	75	20.201	284	107.079
2012/12	76.729	2.227	56	17.148	242	96.402
2012	1.012.978	30.490	806	232.286	3.601	1.280.161
2013/01	84.162	2.487	78	19.931	269	106.927
2013/02	82.945	2.608	54	18.845	225	104.677
2013/03	88.205	2.699	73	17.504	291	108.772
2013/04	92.405	2.632	64	20.163	344	115.608
2013/05	91.086	2.393	77	21.985	332	115.873
2013/06	97.655	2.365	59	19.691	205	119.975
2013/07	88.567	2.739	77	20.607	222	112.212
2013/08	71.754	1.577	65	17.370	193	90.959
2013/09	74.163	2.177	52	19.707	315	96.414
2013/10	101.518	2.738	72	23.144	392	127.864
2013/11	77.321	3.063	70	21.776	436	102.666
2013/12	83.863	2.732	31	20.175	366	107.167
2013	1.033.644	30.210	772	240.898	3.590	1.309.114
2014/01	92.523	3.125	61	21.060	391	117.160
2014/02	93.662	2.645	44	18.881	262	115.494
2014/03	97.861	2.395	48	15.486	359	116.149
2014/04	98.177	2.178	43	16.002	342	116.742
2014/05	84.592	2.123	61	14.271	391	101.438
2014/06	88.896	1.483	50	15.331	354	106.114
2014/07	88.541	1.335	60	13.160	344	103.440
2014/08	71.263	1.306	74	12.266	255	85.164
2014/09	82.105	1.203	41	13.976	264	97.589
2014/10	86.029	1.558	34	16.355	353	104.329
2014/11	68.348	1.377	30	12.330	366	82.451
2014/12	77.540	1.428	36	14.917	339	94.260
2014	1.029.537	22.156	582	184.035	4.020	1.240.330

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2015/01	78.815	1.328	34	13.935	293	94.405
2015/02	85.996	1.436	37	13.297	262	101.028
2015/03	98.557	1.545	38	13.166	329	113.635
2015/04	90.730	1.417	30	12.716	313	105.206
2015/05	70.941	1.193	37	11.341	369	83.881
2015/06	95.781	1.541	54	12.675	295	110.346
2015/07	69.902	1.265	48	11.476	266	82.957
2015/08	71.660	1.077	24	11.534	252	84.547
2015/09	77.216	1.202	47	12.557	294	91.316
2015/10	83.059	1.319	43	14.547	314	99.282
2015/11	82.362	1.273	46	13.021	354	97.056
2015/12	85.635	1.337	29	12.904	290	100.195
2015	990.654	15.933	467	153.169	3.631	1.163.854
2016/01	84.504	1.236	31	11.926	246	97.943
2016/02	86.222	1.414	34	11.884	232	99.786
2016/03	97.711	1.503	40	13.025	264	112.543
2016/04	91.330	1.417	56	13.411	314	106.528
2016/05	82.171	1.351	43	14.148	260	97.973
2016/06	96.788	1.501	37	13.214	229	111.769
2016/07	78.850	1.228	23	11.370	210	91.681
2016/08	87.150	1.064	24	11.145	243	99.626
2016/09	81.133	1.010	23	12.511	291	94.968
2016/10	79.836	1.165	49	13.560	375	94.985
2016/11	76.675	1.035	40	11.750	368	89.868
2016/12	82.289	1.208	23	11.667	312	95.499
2016	1.024.659	15.132	423	149.611	3.344	1.193.169
2017/01	79.569	1.097	26	11.156	245	92.093
2017/02	83.261	1.263	31	10.221	244	95.020
2017/03	108.602	1.458	39	12.271	340	122.710
2017/04	85.893	1.240	22	11.425	351	98.931

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2017/05	93.178	1.211	36	11.746	307	106.478
2017/06	95.883	1.336	43	11.463	259	108.984
2017/07	90.638	1.175	21	10.907	209	102.950
2017/08	86.900	944	31	12.369	201	100.445
2017/09	82.811	1.091	19	14.685	189	98.795
2017/10	90.688	1.193	22	14.674	260	106.837
2017/11	83.302	1.206	31	12.722	213	97.474
2017/12	79.447	1.095	26	10.983	214	91.765
2017	1.060.172	14.309	347	144.622	3.032	1.222.482
2018/01	90.729	1.068	26	12.608	197	104.628
2018/02	87.887	1.112	29	11.963	153	101.144
2018/03	99.137	1.259	31	12.404	257	113.088
2018/04	97.835	1.049	37	11.571	256	110.748
2018/05	83.496	1.072	34	10.948	251	95.801
2018/06	95.892	1.139	23	12.368	244	109.666
2018/07	97.898	1.108	22	10.973	230	110.231
2018/08	75.776	873	26	12.694	215	89.584
2018/09	71.882	872	17	13.778	159	86.708
2018/10	97.690	1.115	26	14.548	308	113.687
2018/11	77.368	899	21	12.742	228	91.258
2018/12	75.768	979	19	9.678	192	86.636
2018	1.051.358	12.545	311	146.275	2.690	1.213.179
Totaux	8.155.141	200.592	4.542	1.439.063	150.865	9.950.203

### 9.1.2. Nombre global d'avis déposés par déposant

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis déposés (nouveaux) par déposant, par année et pour tous types d'avis confondus.

<b>9.1.2. Nombre d'avis déposés par déposant, par année et pour tous types d'avis confondus</b>		
<b>Déposant</b>	<b>Année</b>	<b>Nombre d'avis (toutes catégories confondues)</b>
Import protêts de BNB	1997-2010	123.003
HUISSIERS DE JUSTICE	2011	1.083.359
	2012	1.138.224
	2013	1.145.986
	2014	1.010.572
	2015	943.466
	2016	958.555
	2017	991.559
	2018	975.345
	Sous-total	8.370.069
SPF FINANCES	2011	59.864
	2012	108.578
	2013	128.872
	2014	203.850
	2015	200.126
	2016	214.752
	2017	211.996
	2018	220.683
	Sous-total	1.348.721
Import RCD de la BNB	1999-2010	27.964

SPF JUSTICE	2011	33.440
	2012	32.105
	2013	31.951
	2014	23.147
	2015	16.774
	2016	16.052
	2017	15.137
	2018	13.156
	Sous-total	209.726
DÉBITEURS LOCAUX	2011	284
	2012	1.254
	2013	2.305
	2014	2.761
	2015	3.488
	2016	3.810
	2017	3.790
	2018	3.995
	Sous-total	21.687
<b>Total</b>	<b>9.950.203</b>	

## 9.2. Nombre d'avis radiés

### 9.2.1. Nombre global d'avis radiés

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis radiés par date de dépôt (il s'agit donc d'un instantané). Ce nombre varie chaque jour en fonction des avis qui ont effectivement été radiés.

9.2.1. Nombre d'avis radiés par mois/année et par type d'avis						
Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
1997-2010		18.712			34	18.746
2011/01	1.289	268		138	2	1.697
2011/02	83.975	1.926	64	15.812		101.777
2011/03	117.299	2.571	110	17.352		137.332
2011/04	86.348	1.782	72	14.553	3	102.758
2011/05	92.513	2.206	70	15.886	3	110.678
2011/06	84.689	2.008	77	12.482	2	99.258
2011/07	69.381	1.420	50	12.734	2	83.587
2011/08	74.078	1.362	50	15.240	1	90.731
2011/09	80.989	2.109	70	16.677	2	99.847
2011/10	84.265	1.748	118	16.193	5	102.329
2011/11	82.854	1.752	72	16.843	1	101.522
2011/12	85.319	1.705	81	15.442	4	102.551
Sous-totaux	942.999	20.857	834	169.352	25	1.134.067
2012/01	74.213	1.739	50	16.301	4	92.307
2012/02	90.697	1.611	80	17.411	2	109.801
2012/03	105.116	2.168	69	18.388	5	125.746
2012/04	81.258	1.596	76	14.269	4	97.203
2012/05	79.693	1.359	58	14.967	6	96.083

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2012/06	89.182	1.581	62	13.775	6	104.606
2012/07	78.494	1.403	69	14.365	6	94.337
2012/08	76.734	1.006	65	14.883	4	92.692
2012/09	74.603	1.606	63	14.499	2	90.773
2012/10	91.391	1.625	83	17.499	5	110.603
2012/11	82.729	1.254	75	16.427	2	100.487
2012/12	75.209	1.274	56	13.663	4	90.206
Sous-totaux	999.319	18.222	806	186.447	50	1.204.844
2013/01	82.117	1.374	77	16.116	2	99.686
2013/02	80.208	1.429	54	14.024	3	95.718
2013/03	85.278	1.490	73	12.902	4	99.747
2013/04	89.097	1.459	64	15.144	8	105.772
2013/05	87.869	1.270	77	15.393	5	104.614
2013/06	94.089	1.241	59	13.767	9	109.165
2013/07	85.133	1.505	77	13.975	11	100.701
2013/08	68.420	808	65	12.238	18	81.549
2013/09	70.941	1.082	52	14.110	77	86.262
2013/10	97.488	1.445	72	16.579	96	115.680
2013/11	74.018	1.781	67	14.826	103	90.795
2013/12	79.937	1.460	31	13.667	74	95.169
Sous-totaux	994.595	16.344	768	172.741	410	1.184.858
2014/01	88.860	1.835	60	14.617	95	105.467
2014/02	89.739	1.342	44	13.569	58	104.752
2014/03	93.688	1.106	47	12.303	72	107.216
2014/04	94.267	1.030	43	12.301	69	107.710
2014/05	81.029	1.023	61	10.802	81	92.996
2014/06	84.338	565	50	11.370	58	96.381
2014/07	84.906	451	60	9.981	50	95.448
2014/08	68.066	453	74	9.152	50	77.795
2014/09	78.228	411	41	10.528	56	89.264



Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2014/10	82.814	528	34	11.966	65	95.407
2014/11	65.287	431	30	9.196	57	75.001
2014/12	73.312	503	36	11.371	46	85.268
Sous-totaux	984.534	9.678	580	137.156	757	1.132.705
2015/01	74.788	421	34	10.685	31	85.959
2015/02	82.011	450	37	9.921	41	92.460
2015/03	93.432	425	38	9.586	35	103.516
2015/04	85.622	364	30	8.763	46	94.825
2015/05	66.011	327	37	8.346	67	74.788
2015/06	88.948	412	54	8.768	34	98.216
2015/07	63.840	340	48	7.980	56	72.264
2015/08	65.790	268	24	8.106	34	74.222
2015/09	70.088	310	47	9.044	43	79.532
2015/10	75.496	311	42	10.060	38	85.947
2015/11	72.973	287	46	9.272	32	82.610
2015/12	70.384	253	27	9.111	37	79.812
Sous-totaux	909.383	4.168	464	109.642	494	1.024.151
2016/01	34.067	284	1	4.012	32	38.396
2016/02	33.403	291	2	3.921	22	37.639
2016/03	38.365	338	2	4.470	35	43.210
2016/04	36.701	298	1	4.311	48	41.359
2016/05	32.308	195		4.511	44	37.058
2016/06	34.956	272		4.160	31	39.419
2016/07	29.782	171		3.593	23	33.569
2016/08	35.019	178	1	3.504	17	38.719
2016/09	29.652	153	2	3.980	27	33.814
2016/10	30.031	163		4.101	46	34.341
2016/11	28.442	135	1	3.616	31	32.225
2016/12	29.655	156	1	3.588	32	33.432
Totaux	392.381	2.634	11	47.767	388	443.181

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2017/01	28.312	121		3.217	27	31.677
2017/02	30.493	117		2.750	21	33.381
2017/03	40.220	132		3.094	41	43.487
2017/04	30.409	113	2	2.991	44	33.559
2017/05	33.430	93		2.918	23	36.464
2017/06	32.922	99		2.631	27	35.679
2017/07	34.185	81		2.441	26	36.733
2017/08	28.723	66	1	2.713	29	31.532
2017/09	27.602	71		3.755	19	31.447
2017/10	30.240	67		3.435	19	33.761
2017/11	26.682	49		2.810	17	29.558
2017/12	26.918	49		2.177	19	29.163
Sous-totaux	370.136	1.058	3	34.932	312	406.441
2018/01	27.356	40		2.666	31	30.093
2018/02	25.699	33		2.450	23	28.205
2018/03	28.392	23	3	2.380	24	30.822
2018/04	28.774	19		2.805	27	31.625
2018/05	22.905	10		2.432	25	25.372
2018/06	23.715	15		1.850	30	25.610
2018/07	22.190	18		1.215	23	23.446
2018/08	14.925	8		1.321	13	16.267
2018/09	12.438	7		1.215	17	13.677
2018/10	14.580	1		1.216	18	15.815
2018/11	8.198	1		650	18	8.867
2018/12	3.974	2		118	3	4.097
Sous-totaux	233.146	177	3	20.318	252	253.896
Totaux:	5.826.493	91.850	3.469	878.355	2.722	6.802.889

### 9.2.2. Nombre global d'avis radiés par déposant

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis radiés par déposant, par année et pour tous les types d'avis confondus, au cours d'une année donnée (il s'agit donc d'un instantané). Ce nombre varie chaque année en fonction des avis qui ont effectivement été radiés.

9.2.2. Nombre d'avis radiés par déposant, par année et pour tous les types d'avis confondus		
Déposant	Année	Nombre d'avis radiés par année de référence (toutes catégories confondues)
HUISSIERS DE JUSTICE	2003-2010	34
	2011	1.051.569
	2012	1.075.264
	2013	1.036.106
	2014	915.962
	2015	815.954
	2016	368.179
	2017	342.783
	2018	209.295
	Sous-totaux	5.815.146
SPF FINANCES	2011	59.772
	2012	108.490
	2013	128.363
	2014	203.313
	2015	199.723
	2016	70.076
	2017	60.769
	2018	43.291
	Sous-totaux	873.797

SPF JUSTICE	1999-2010	2.741
	2011	7.873
	2012	6.461
	2013	4.978
	2014	2.154
	2015	1.090
	2016	286
	2017	71
	2018	49
	Sous-totaux	25.703
MÉDIATEURS DE DETTES	1999-2010	15.971
	2011	14.569
	2012	13.375
	2013	13.106
	2014	8.515
	2015	3.896
	2016	2.395
	2017	997
	2018	130
	Sous-totaux	72.954
DÉBITEURS LOCAUX	2011	284
	2012	1.254
	2013	2.305
	2014	2.761
	2015	3.488
	2016	2.245
	2017	1.821
	2018	1.131
	Sous-totaux	15.289
<b>Totaux</b>		<b>6.802.889</b>

## 9.3. Nombre d'avis (valables) encore d'actualité

### 9.3.1. Nombre global d'avis (valables) encore d'actualité

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis qui sont encore d'actualité (qui n'ont donc pas été radiés) par mois/année et par type d'avis; il s'agit donc de la différence entre le tableau 9.1.1. et le tableau 9.2.1.

9.3.1. Nombre d'avis encore d'actualité (qui n'ont donc pas été radiés) par mois/année et par type d'avis						
Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
1997-2010		9.252			122.969	132.221
2011/01	23	169	-	2	316	510
2011/02	690	931	-	823	317	2.761
2011/03	1.048	1.208	-	1.375	394	4.025
2011/04	880	836	-	1.332	379	3.427
2011/05	997	1.104	-	1.707	378	4.186
2011/06	846	1.006	-	1.262	315	3.429
2011/07	727	858	-	1.292	313	3.190
2011/08	883	682	-	1.723	336	3.624
2011/09	688	1.122	-	1.954	393	4.157
2011/10	722	1.006	-	2.230	323	4.281
2011/11	725	1.081	-	2.523	110	4.439
2011/12	911	993	-	2.592	355	4.851
Sous-totaux	9.140	10.996	-	18.815	3.929	42.880
2012/01	813	1.082	-	2.988	330	5.213
2012/02	1.023	1.109	-	3.387	298	5.817
2012/03	934	1.287	-	7.335	326	9.882
2012/04	952	1.022	-	3.106	312	5.392
2012/05	1.137	985	-	3.542	360	6.024
2012/06	1.224	981	-	3.522	340	6.067
2012/07	1.006	969	-	2.380	300	4.655

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2012/08	1.151	739	-	3.795	277	5.962
2012/09	910	1.082	-	3.864	219	6.075
2012/10	1.370	1.142	-	4.661	269	7.442
2012/11	1.619	917	-	3.774	282	6.592
2012/12	1.520	953	-	3.485	238	6.196
Sous-totaux	13.659	12.268	-	45.839	3.551	75.317
2013/01	2.045	1.113	1	3.815	267	7.241
2013/02	2.737	1.179	-	4.821	222	8.959
2013/03	2.927	1.209	-	4.602	287	9.025
2013/04	3.308	1.173	-	5.019	336	9.836
2013/05	3.217	1.123	-	6.592	327	11.259
2013/06	3.566	1.124	-	5.924	196	10.810
2013/07	3.434	1.234	-	6.632	211	11.511
2013/08	3.334	769	-	5.132	175	9.410
2013/09	3.222	1.095	-	5.597	238	10.152
2013/10	4.030	1.293	-	6.565	296	12.184
2013/11	3.303	1.282	3	6.950	333	11.871
2013/12	3.926	1.272	-	6.508	292	11.998
Sous-totaux	39.049	13.866	4	68.157	3.180	124.256
2014/01	3.663	1.290	1	6.443	296	11.693
2014/02	3.923	1.303	-	5.312	204	10.742
2014/03	4.173	1.289	1	3.183	287	8.933
2014/04	3.910	1.148	-	3.701	273	9.032
2014/05	3.563	1.100	-	3.469	310	8.442
2014/06	4.558	918	-	3.961	296	9.733
2014/07	3.635	884	-	3.179	294	7.992
2014/08	3.197	853	-	3.114	205	7.369
2014/09	3.877	792	-	3.448	208	8.325
2014/10	3.215	1.030	-	4.389	288	8.922
2014/11	3.061	946	-	3.134	309	7.450
2014/12	4.228	925	-	3.546	293	8.992
Sous-totaux	45.003	12.478	2	46.879	3.263	107.625

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2015/01	4.027	907	-	3.250	262	8.446
2015/02	3.985	986	-	3.376	221	8.568
2015/03	5.125	1.120	-	3.580	294	10.119
2015/04	5.108	1.053	-	3.953	267	10.381
2015/05	4.930	866	-	2.995	302	9.093
2015/06	6.833	1.129	-	3.907	261	12.130
2015/07	6.062	925	-	3.496	210	10.693
2015/08	5.870	809	-	3.428	218	10.325
2015/09	7.128	892	-	3.513	251	11.784
2015/10	7.563	1.008	1	4.487	276	13.335
2015/11	9.389	986	-	3.749	322	14.446
2015/12	15.251	1.084	2	3.793	253	20.383
Sous-totaux	81.271	11.765	3	43.527	3.137	139.703
2016/01	50.437	952	30	7.914	214	59.547
2016/02	52.819	1.123	32	7.963	210	62.147
2016/03	59.346	1.165	38	8.555	229	69.333
2016/04	54.629	1.119	55	9.100	266	65.169
2016/05	49.863	1.156	43	9.637	216	60.915
2016/06	61.832	1.229	37	9.054	198	72.350
2016/07	49.068	1.057	23	7.777	187	58.112
2016/08	52.131	886	23	7.641	226	60.907
2016/09	51.481	857	21	8.531	264	61.154
2016/10	49.805	1.002	49	9.459	329	60.644
2016/11	48.233	900	39	8.134	337	57.643
2016/12	52.634	1.052	22	8.079	280	62.067
Sous-totaux	632.278	12.498	412	101.844	2.956	749.988
2017/01	51.257	976	26	7.939	218	60.416
2017/02	52.768	1.146	31	7.471	223	61.639
2017/03	68.382	1.326	39	9.177	299	79.223
2017/04	55.484	1.127	20	8.434	307	65.372
2017/05	59.748	1.118	36	8.828	284	70.014
2017/06	62.961	1.237	43	8.832	232	73.305
2017/07	56.453	1.094	21	8.466	183	66.217
2017/08	58.177	878	30	9.656	172	68.913
2017/09	55.209	1.020	19	10.930	170	67.348
2017/10	60.448	1.126	22	11.239	241	73.076

Année/mois	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2017/11	56.620	1.157	31	9.912	196	67.916
2017/12	52.529	1.046	26	8.806	195	62.602
Sous-totaux	690.036	13.251	344	109.690	2.720	816.041
2018/01	63.373	1.028	26	9.942	166	74.535
2018/02	62.188	1.079	29	9.513	130	72.939
2018/03	70.745	1.236	28	10.024	233	82.266
2018/04	69.061	1.030	37	8.766	229	79.123
2018/05	60.591	1.062	34	8.516	226	70.429
2018/06	72.177	1.124	23	10.518	214	84.056
2018/07	75.708	1.090	22	9.758	207	86.785
2018/08	60.851	865	26	11.373	202	73.317
2018/09	59.444	865	17	12.563	142	73.031
2018/10	83.110	1.114	26	13.332	290	97.872
2018/11	69.170	898	21	12.092	210	82.391
2018/12	71.794	977	19	9.560	189	82.539
Sous-totaux	818.212	12.368	308	125.957	2.438	959.283
Totaux	2.328.648	108.742	1.073	560.708	148.143	3.147.314



### 9.3.2. Nombre global d'avis (valables) encore d'actualité par déposant

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis (valables) encore d'actualité par déposant, par année et pour tous types d'avis confondus..

<b>9.3.2. Nombre d'avis (valables) encore d'actualité par déposant, par année et pour tous les types d'avis confondus</b>		
<b>Déposant</b>	<b>Année</b>	<b>Le nombre d'avis valables (toutes catégories confondues)</b>
HUISSIERS DE JUSTICE	1997-2010	122.969
	2011	31.790
	2012	62.960
	2013	109.880
	2014	94.610
	2015	127.512
	2016	590.376
	2017	648.776
	2018	766.050
	Sous-totaux	2.554.923
SPF FINANCES	2011	92
	2012	88
	2013	509
	2014	537
	2015	403
	2016	144.676
	2017	151.227
	2018	177.392
	Sous-totaux	474.924

Déposant	Année	Le nombre d'avis valables (toutes catégories confondues)
SPF JUSTICE	1999-2010	9.252
	2011	10.998
	2012	12.269
	2013	13.867
	2014	12.478
	2015	11.788
	2016	13.371
	2017	14.069
	2018	12.977
	Sous-totaux	111.069
DÉBITEURS LOCAUX	2011	0
	2012	0
	2013	0
	2014	0
	2015	0
	2016	1.565
	2017	1.969
	2018	2.864
	Sous-totaux	6.398
Totaux:		3.147.314

## 9.4. Nombre d'avis déposés à l'encontre d'une 'entreprise' vis-à-vis du nombre d'avis déposés à l'encontre d'un débiteur - particulier

### 9.4.1/2. Nombre global

Le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises par mois/par année. Ces parties doivent être distinguées comme suit:

- ⇒ Les entreprises sont toutes les parties titulaires d'un numéro de BCE, c'est-à-dire à la fois les personnes morales et les commerçants/indépendants..
- ⇒ Toutes les autres parties sont classés comme des personnes physiques, qui sont les parties ayant un NRN (Numéro de registre national) ou sans NRN ni numéro de BCE, désignées « parties TER » dans le FCA.

Nous distinguons 2 tableaux:

- ⇒ Tableau 9.4.1.: le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises par mois/année et répartis par type d'avis.
  - Remarque: les avis de RCD et les avis de délégation peuvent bien évidemment n'être déposés qu'à charge de personnes physiques.
- ⇒ Tableau 9.4.2.: le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises, par déposant et par année.

À des fins de contrôle, le total général doit correspondre entre les tableaux 9.4.1. et 9.4.2, ainsi qu'avec le nombre total d'avis déposés dans le tableau 9.1.1.

**9.4.1/2. Le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises par mois/année et réparties par type d'avis**

**9.4.1.**

Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'une entreprise			
	Avis de cession	Avis de protêt	Avis de saisie	Totaux
1997-2010		123.003		123.003
2011/01	-	318	231	549
2011/02	-	317	18.485	18.802
2011/03	-	394	25.852	26.246
2011/04	-	382	18.315	18.697
2011/05	-	381	20.199	20.580
2011/06	-	317	18.212	18.529
2011/07	-	315	14.472	14.787
2011/08	-	337	14.336	14.673
2011/09	-	395	15.414	15.809
2011/10	17	328	15.552	15.897
2011/11	2	111	17.309	17.422
2011/12	2	359	19.968	20.329
Sous-totaux	21	3.954	198.345	202.320
2012/01	4	333	15.003	15.340
2012/02	3	299	19.297	19.599
2012/03	14	330	20.991	21.335
2012/04		315	16.606	16.921
2012/05	1	366	17.929	18.296
2012/06	3	345	20.478	20.826
2012/07		306	15.713	16.019
2012/08	2	281	14.702	14.985
2012/09	10	221	14.240	14.471
2012/10	14	274	17.102	17.390
2012/11	3	284	16.807	17.094
2012/12	11	241	17.350	17.602
Sous-totaux	65	3.595	206.218	209.878

Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'une entreprise			
	Avis de cession	Avis de protêt	Avis de saisie	Totaux
2013/01	7	269	16.825	17.101
2013/02	6	225	18.422	18.653
2013/03	3	289	19.387	19.679
2013/04	-	343	19.789	20.132
2013/05	2	332	18.775	19.109
2013/06	4	204	19.521	19.729
2013/07	4	221	16.495	16.720
2013/08	1	192	14.379	14.572
2013/09	17	313	17.274	17.604
2013/10	17	377	22.466	22.860
2013/11	10	423	17.561	17.994
2013/12	6	355	20.166	20.527
Sous-totaux	77	3.543	221.060	224.680
2014/01	8	379	18.835	19.222
2014/02	7	255	20.477	20.739
2014/03	7	343	19.573	19.923
2014/04	3	328	21.041	21.372
2014/05	2	365	17.997	18.364
2014/06	5	314	21.017	21.336
2014/07	5	308	16.395	16.708
2014/08	12	244	15.757	16.013
2014/09	14	253	21.003	21.270
2014/10	8	337	19.601	19.946
2014/11	5	349	16.536	16.890
2014/12	10	313	17.469	17.792
Sous-totaux	86	3.788	225.701	229.575

Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'une entreprise			
	Avis de cession	Avis de protêt	Avis de saisie	Totaux
2015/01	4	268	15.262	15.534
2015/02	7	225	20.761	20.993
2015/03	10	306	21.681	21.997
2015/04	8	305	21.070	21.383
2015/05	9	349	17.922	18.280
2015/06	2	285	21.905	22.192
2015/07	2	257	12.617	12.876
2015/08	2	243	15.565	15.810
2015/09	6	279	16.259	16.544
2015/10	3	302	17.470	17.775
2015/11	1	343	17.956	18.300
2015/12	6	275	18.496	18.777
Sous-totaux	60	3.437	216.964	220.461
2016/01	-	236	14.776	15.012
2016/02	1	222	18.929	19.152
2016/03	3	255	20.851	21.109
2016/04	8	295	19.521	19.824
2016/05	6	254	18.761	19.021
2016/06	2	222	21.501	21.725
2016/07	9	203	15.486	15.698
2016/08	7	233	18.271	18.511
2016/09	2	286	15.975	16.263
2016/10	7	356	15.599	15.962
2016/11	3	358	15.169	15.530
2016/12	11	305	18.652	18.968
Sous-totaux	59	3.225	213.491	216.775

Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'une entreprise			
	Avis de cession	Avis de protêt	Avis de saisie	Totaux
2017/01	6	239	14.281	14.526
2017/02	8	221	19.377	19.606
2017/03	10	334	22.598	22.942
2017/04	7	348	22.208	22.563
2017/05	9	298	21.423	21.730
2017/06	19	257	19.765	20.041
2017/07	9	204	20.539	20.752
2017/08	17	191	17.306	17.514
2017/09	11	181	17.802	17.994
2017/10	7	249	21.128	21.384
2017/11	11	203	15.762	15.976
2017/12	9	202	16.245	16.456
Sous-totaux	121	2.927	228.298	231.484
2018/01	7	186	20.734	20.927
2018/02	5	143	17.313	17.461
2018/03	12	250	22.189	22.451
2018/04	4	243	23.084	23.331
2018/05	8	241	16.338	16.587
2018/06	9	231	22.231	22.471
2018/07	10	227	25.185	25.422
2018/08	10	205	14.940	15.155
2018/09	19	154	12.983	13.156
2018/10	12	299	21.318	21.629
2018/11	10	214	14.769	14.993
2018/12	7	190	16.693	16.890
Sous-totaux	113	2.583	227.777	230.473
Totaux	602	150.055	1.737.854	1.888.649

### 9.4.2.

Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'un débiteur n'ayant pas la qualité d'une 'entreprise'					
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
1997-2010		27.964				27.964
2011/01	1.081	437		140	-	1.658
2011/02	66.180	2.857	64	16.635	-	85.736
2011/03	92.495	3.779	110	18.727	-	115.111
2011/04	68.913	2.618	72	15.885	-	87.488
2011/05	73.311	3.310	70	17.593	-	94.284
2011/06	67.323	3.014	77	13.744	-	84.158
2011/07	55.636	2.278	50	14.026	-	71.990
2011/08	60.625	2.044	50	16.963	-	79.682
2011/09	66.263	3.231	70	18.631	-	88.195
2011/10	69.435	2.754	118	18.406	-	90.713
2011/11	66.270	2.833	72	19.364	-	88.539
2011/12	66.262	2.698	81	18.032	-	87.073
Sous-totaux	753.794	31.853	834	188.146	-	974.627
2012/01	60.023	2.821	50	19.285	1	82.180
2012/02	72.423	2.720	80	20.795	1	96.019
2012/03	85.059	3.455	69	25.709	1	114.293
2012/04	65.604	2.618	76	17.375	1	85.674
2012/05	62.901	2.344	58	18.508	-	83.811
2012/06	69.928	2.562	62	17.294	1	89.847
2012/07	63.787	2.372	69	16.745		82.973
2012/08	63.183	1.745	65	18.676	-	83.669
2012/09	61.273	2.688	63	18.353	-	82.377
2012/10	75.659	2.767	83	22.146	-	100.655
2012/11	67.541	2.171	75	20.198	-	89.985
2012/12	59.379	2.227	56	17.137	1	78.800
Sous-totaux	806.760	30.490	806	232.221	6	1.070.283



Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'un débiteur n'ayant pas la qualité d'une 'entreprise'					
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2013/01	67.337	2.487	78	19.924	-	89.826
2013/02	64.523	2.608	54	18.839	-	86.024
2013/03	68.818	2.699	73	17.501	2	89.093
2013/04	72.616	2.632	64	20.163	1	95.476
2013/05	72.311	2.393	77	21.983	-	96.764
2013/06	78.134	2.365	59	19.687	1	100.246
2013/07	72.072	2.739	77	20.603	1	95.492
2013/08	57.375	1.577	65	17.369	1	76.387
2013/09	56.889	2.177	52	19.690	2	78.810
2013/10	79.052	2.738	72	23.127	15	105.004
2013/11	59.760	3.063	70	21.766	13	84.672
2013/12	63.697	2.732	31	20.169	11	86.640
Sous-totaux	812.584	30.210	772	240.821	47	1.084.434
2014/01	73.688	3.125	61	21.052	12	97.938
2014/02	73.185	2.645	44	18.874	7	94.755
2014/03	78.288	2.395	48	15.479	16	96.226
2014/04	77.136	2.178	43	15.999	14	95.370
2014/05	66.595	2.123	61	14.269	26	83.074
2014/06	67.879	1.483	50	15.326	40	84.778
2014/07	72.146	1.335	60	13.155	36	86.732
2014/08	55.506	1.306	74	12.254	11	69.151
2014/09	61.102	1.203	41	13.962	11	76.319
2014/10	66.428	1.558	34	16.347	16	84.383
2014/11	51.812	1.377	30	12.325	17	65.561
2014/12	60.071	1.428	36	14.907	26	76.468
Sous-totaux	803.836	22.156	582	183.949	232	1.010.755

Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'un débiteur n'ayant pas la qualité d'une 'entreprise'					
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2015/01	63.553	1.328	34	13.931	25	78.871
2015/02	65.235	1.436	37	13.290	37	80.035
2015/03	76.876	1.545	38	13.156	23	91.638
2015/04	69.660	1.417	30	12.708	8	83.823
2015/05	53.019	1.193	37	11.332	20	65.601
2015/06	73.876	1.541	54	12.673	10	88.154
2015/07	57.285	1.265	48	11.474	9	70.081
2015/08	56.095	1.077	24	11.532	9	68.737
2015/09	60.957	1.202	47	12.551	15	74.772
2015/10	65.589	1.319	43	14.544	12	81.507
2015/11	64.406	1.273	46	13.020	11	78.756
2015/12	67.139	1.337	29	12.898	15	81.418
Sous-totaux	773.690	15.933	467	153.109	194	943.393
2016/01	69.728	1.236	31	11.926	10	82.931
2016/02	67.293	1.414	34	11.883	10	80.634
2016/03	76.860	1.503	40	13.022	9	91.434
2016/04	71.809	1.417	56	13.403	19	86.704
2016/05	63.410	1.351	43	14.142	6	78.952
2016/06	75.287	1.501	37	13.212	7	90.044
2016/07	63.364	1.228	23	11.361	7	75.983
2016/08	68.879	1.064	24	11.138	10	81.115
2016/09	65.158	1.010	23	12.509	5	78.705
2016/10	64.237	1.165	49	13.553	19	79.023
2016/11	61.506	1.035	40	11.747	10	74.338
2016/12	63.637	1.208	23	11.656	7	76.531
Sous-totaux	811.168	15.132	423	149.552	119	976.394

Année/ mois	Catégorie d'avis à charge d'un débiteur n'ayant pas la qualité d'une 'entreprise'					
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2017/01	65.288	1.097	26	11.150	6	77.567
2017/02	63.884	1.263	31	10.213	23	75.414
2017/03	86.004	1.458	39	12.261	6	99.768
2017/04	63.685	1.240	22	11.418	3	76.368
2017/05	71.755	1.211	36	11.737	9	84.748
2017/06	76.118	1.336	43	11.444	2	88.943
2017/07	70.099	1.175	21	10.898	5	82.198
2017/08	69.594	944	31	12.352	10	82.931
2017/09	65.009	1.091	19	14.674	8	80.801
2017/10	69.560	1.193	22	14.667	11	85.453
2017/11	67.540	1.206	31	12.711	10	81.498
2017/12	63.202	1.095	26	10.974	12	75.309
Sous-totaux	831.850	14.309	347	144.501	105	990.998
2018/01	69.995	1.068	26	12.601	11	83.701
2018/02	70.574	1.112	29	11.958	10	83.683
2018/03	76.948	1.259	31	12.392	7	90.637
2018/04	74.751	1.049	37	11.567	13	87.417
2018/05	67.158	1.072	34	10.940	10	79.214
2018/06	73.661	1.139	23	12.359	13	87.195
2018/07	72.713	1.108	22	10.963	3	84.809
2018/08	60.836	873	26	12.684	10	74.429
2018/09	58.899	872	17	13.759	5	73.552
2018/10	76.372	1.115	26	14.536	9	92.058
2018/11	62.599	899	21	12.732	14	76.265
2018/12	59.075	979	19	9.671	2	69.746
Sous-totaux	823.581	12.545	311	146.162	107	982.706
Totaux	6.417.263	200.592	4.542	1.438.461	810	8.061.554

### 9.4.3. Nombre global par déposant

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises, par déposant et par année.

<b>9.4.3. Nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises, par déposant et par année</b>			
Déposant	Année	Nombre d'avis à charge d'une 'entreprise'	Nombre d'avis à charge d'un débiteur n'ayant pas la qualité d'une "entreprise"
HUISSIERS DE JUSTICE	1997-2010	123.003	0
	2011	191.826	891.533
	2012	195.172	943.052
	2013	204.366	941.620
	2014	193.661	816.911
	2015	182.771	760.695
	2016	172.977	785.578
	2017	187.767	803.792
	2018	190.039	785.306
	Sous-totaux	1.641.582	6.728.487
SPF FINANCES	2011	10.280	49.584
	2012	14.354	94.224
	2013	19.800	109.072
	2014	35.724	168.126
	2015	37.437	162.689
	2016	43.440	171.312
	2017	43.413	168.583
	2018	40.164	180.519
		Sous-totaux	244.612

SPF JUSTICE	1999-2010		27.964
	2011	193	33.247
	2012	278	31.827
	2013	375	31.576
	2014	109	23.038
	2015	106	16.668
	2016	144	15.908
	2017	131	15.006
	2018	113	13.043
	Sous-totaux	1.449	208.277
DÉBITEURS LOCAUX	2011	21	263
	2012	75	1.179
	2013	139	2.166
	2014	81	2.680
	2015	147	3.341
	2016	214	3.596
	2017	173	3.617
	2018	157	3.838
		Sous-totaux	1.007
Totaux		1.888.650	8.061.553

## 9.5. Totaux absolus par rapport aux totaux relatifs

Les tableaux ci-dessous reprennent les totaux absolus par rapport aux totaux relatifs par type d'avis.

Totaux absolus: le nombre d'avis déposés par type d'avis.

Totaux relatifs: par type d'avis, le nombre débiteurs avec 1, 2 ou plusieurs avis à leur nom.

Nombre total des débiteurs uniques: le nombre débiteurs avec 1, 2 ou plusieurs avis à leur nom.

### 9.5.1. Tous les avis

Totaux absolus: voir 9.1.1. – le tableau ci-dessous reprend le sommaire des totaux: le nombre total d'avis déposés par type d'avis depuis le lancement du FCA le 29/01/2011

	Catégorie avis						
A la fin de 2018	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux	Nombre des débiteurs uniques
Totaux	8.155.141	200.592	4.542	1.439.063	150.865	9.950.203	
<b>9.5.1. Le nombre de débiteurs, indépendamment du type d'avis, donc actifs aussi bien que les radiés</b>							
1 avis	673.139	186.932	2.870	166.855	16.945	1.046.741	710.640
2 avis	268.704	6.584	471	131.378	6.295	413.432	293.588
> 2 avis	773.760	165	200	199.537	13.815	987.477	921.218
Totaux	1.715.603	193.681	3.541	497.770	37.055	2.447.650	1.925.446
<b>9.5.2. Le nombre de débiteurs avec des avis actifs seulement</b>							
1 avis	356.728	108.729	780	99.240	16.656	582.133	413.320
2 avis	142.585	-	84	78.018	6.197	226.884	175.078
> 2 avis	279.995	-	37	70.628	13.588	364.248	378.373
Totaux	779.308	108.729	901	247.886	36.441	1.173.265	966.771

## 9.6. Nombre de consultations du FCA

### 9.6.1. Nombre global de consultations du FCA

9.6.1. Le nombre de recherches/consultations (toutes catégories confondues)

Année/ mois	Huissiers de justice	Notaires	Avocats	SPF Finances	SPF Justice	Média- teurs	Débi- teurs locaux	Totaux
2011/01	1.670	25	-	-	230	-	-	1.925
2011/02	182.168	1.053	8	147	11.446	-	-	194.822
2011/03	362.280	2.423	59	23.296	23.917	-	-	411.975
2011/04	332.098	1.762	87	28.873	29.720	-	-	392.540
2011/05	366.051	2.509	195	27.619	14.725	-	-	411.099
2011/06	304.613	2.077	110	23.736	13.860	-	-	344.396
2011/07	305.549	2.128	212	21.333	9.956	-	-	339.178
2011/08	340.653	2.517	118	43.373	9.864	-	-	396.525
2011/09	375.904	3.088	276	68.813	16.123	-	-	464.204
2011/10	398.676	3.018	356	63.664	13.566	-	-	479.280
2011/11	418.642	3.959	441	54.500	14.708	-	-	492.250
2011/12	415.920	3.385	233	48.863	14.621	-	-	483.022
Sous-totaux	3.804.224	27.944	2.095	404.217	172.736	-	-	4.411.216
2012/01	452.533	4.040	511	62.471	15.891	-	-	535.446
2012/02	471.274	5.057	406	69.479	15.916	-	-	562.132
2012/03	510.749	4.881	678	95.762	19.796	-	-	631.866
2012/04	432.200	4.343	348	78.149	14.696	-	-	529.736
2012/05	481.728	4.924	635	76.722	14.236	-	-	578.245
2012/06	508.193	6.279	537	79.735	21.808	-	-	616.552
2012/07	513.654	4.739	619	71.675	13.853	-	-	604.540
2012/08	495.105	6.020	2.831	59.984	10.813	-	-	574.753
2012/09	471.018	6.067	580	67.847	17.554	-	-	563.066
2012/10	581.816	8.854	1.112	81.933	18.720	-	-	692.435
2012/11	587.908	8.564	893	57.400	17.018	-	-	671.783
2012/12	455.547	7.721	437	52.234	15.570	-	-	531.509
Sous-totaux	5.961.725	71.489	9.587	853.391	195.871	-	-	7.092.063

Année/ mois	Huissiers de justice	Notaires	Avocats	SPF Finances	SPF Justice	Média- teurs	Débi- teurs locaux	Totaux
2013/01	640.493	10.920	987	85.039	18.541	-		755.980
2013/02	570.215	8.741	840	81.534	17.871	-		679.201
2013/03	620.661	8.814	889	81.457	19.681	-		731.502
2013/04	648.048	9.606	944	55.707	18.082	-		732.387
2013/05	645.939	8.749	204	54.719	17.225	-		726.836
2013/06	640.783	8.759	213	56.742	18.649	-		725.146
2013/07	700.802	9.361	131	49.582	19.448	-		779.324
2013/08	603.987	7.540	186	37.184	11.202	-		660.099
2013/09	647.197	10.036	152	39.120	13.842	684		711.031
2013/10	735.899	11.690	171	31.097	16.033	6.212		801.102
2013/11	692.333	10.096	117	23.900	15.841	7.723		750.010
2013/12	658.775	8.600	110	25.890	12.516	7.367		713.258
Sous-totaux	7.805.132	112.912	4.944	621.971	198.931	21.986	-	8.765.876
2014/01	762.556	12.156	166	33.809	13.501	9.432		831.620
2014/02	815.217	9.909	132	33.758	11.916	8.316		879.248
2014/03	868.924	10.227	143	35.115	10.050	7.857		932.316
2014/04	780.461	9.997	182	36.485	9.311	7.489		843.925
2014/05	739.056	9.332	108	40.608	9.304	7.756		806.164
2014/06	723.201	9.991	153	54.929	8.584	9.054		805.912
2014/07	748.117	9.383	143	37.131	7.565	8.040		810.379
2014/08	659.918	8.284	142	26.843	6.891	7.233		709.311
2014/09	896.179	11.018	162	29.561	8.027	11.889	26	956.862
2014/10	860.359	13.098	217	34.904	8.643	17.015	61	934.297
2014/11	774.004	10.111	146	29.896	6.482	13.263	165	834.067
2014/12	726.657	10.884	158	37.966	6.753	11.830	437	794.685
Sous-totaux	9.354.649	124.390	1.852	431.005	107.027	119.174	689	10.138.786
2015/01	873.748	11.866	159	32.092	6.985	12.523	2.435	939.808
2015/02	821.364	11.121	273	32.586	7.462	14.493	2.900	890.199
2015/03	1.006.292	13.606	212	37.180	8.525	16.332	5.633	1.087.780
2015/04	830.373	10.534	224	34.918	6.855	9.953	4.172	897.029
2015/05	687.550	9.808	494	35.713	6.030	10.895	2.404	752.894
2015/06	920.631	11.681	1.608	42.636	8.302	13.143	3.553	1.001.554
2015/07	774.130	10.077	1.741	19.756	5.385	17.428	2.555	831.072
2015/08	748.107	9.693	1.938	19.559	4.570	12.422	2.804	799.093
2015/09	864.614	12.596	3.543	23.842	6.864	14.433	3.805	929.697
2015/10	857.073	13.660	3.910	31.225	8.232	17.876	4.744	936.720
2015/11	797.534	11.776	3.989	27.677	7.221	16.612	3.153	867.962
2015/12	730.546	12.089	2.348	24.494	5.656	18.642	2.739	796.514
Sous-totaux	9.911.962	138.507	20.439	361.678	82.087	174.752	40.897	10.730.322



Année/ mois	Huissiers de justice	Notaires	Avocats	SPF Finances	SPF Justice	Média- teurs	Débi- teurs locaux	Totaux
2016/01	828.286	14.544	4.129	29.841	6.058	14.042	3.671	900.571
2016/02	915.398	13.521	4.046	36.565	6.709	34.425	3.961	1.014.625
2016/03	953.876	18.385	3.591	38.279	7.623	18.955	4.503	1.045.212
2016/04	830.039	16.114	4.416	36.169	8.019	14.580	4.554	913.891
2016/05	793.371	14.207	4.353	42.064	5.678	13.649	3.451	876.773
2016/06	853.243	13.245	4.241	47.511	6.739	14.279	3.811	943.069
2016/07	676.157	11.759	4.357	29.562	5.165	10.270	2.185	739.455
2016/08	908.854	13.624	3.054	28.650	5.222	9.653	2.869	971.926
2016/09	921.414	15.638	3.834	32.549	7.257	15.558	3.727	999.977
2016/10	849.984	14.768	5.408	29.741	10.923	26.354	4.348	941.526
2016/11	844.495	16.627	4.509	23.896	6.709	21.481	4.183	921.900
2016/12	760.856	13.712	3.676	27.745	6.348	18.117	2.666	833.120
Sous-totaux	10.135.973	176.144	49.614	402.572	82.450	211.363	43.929	11.102.045
2017/01	917.992	13.478	5.196	32.539	6.072	18.805	4.652	998.734
2017/02	950.844	13.821	4.545	29.335	6.702	16.057	4.253	1.025.557
2017/03	993.553	16.027	5.361	33.501	7.306	18.330	49.187	1.123.265
2017/04	793.651	13.413	5.275	28.893	5.784	12.644	63.444	923.104
2017/05	927.944	18.573	5.930	34.982	6.516	14.596	59.024	1.067.565
2017/06	881.765	20.198	4.144	34.364	6.031	13.292	67.669	1.027.463
2017/07	903.873	14.368	4.281	28.003	5.064	11.578	32.785	999.952
2017/08	924.060	16.534	4.327	26.737	4.523	10.262	3.889	990.332
2017/09	881.779	18.705	4.586	25.235	5.346	13.904	97.957	1.047.512
2017/10	959.976	19.267	6.867	31.470	6.657	14.577	46.940	1.085.754
2017/11	1.031.828	21.203	5.605	25.097	5.449	15.069	35.200	1.139.451
2017/12	755.828	18.094	5.258	26.367	5.606	11.608	6.616	829.377
Sous-totaux	10.923.093	203.681	61.375	356.523	71.056	170.722	471.616	12.258.066
2018/01	1.023.668	22.024	5.669	35.590	5.770	14.194	5.958	1.112.873
2018/02	890.701	20.187	5.946	30.900	5.630	12.715	74.592	1.040.671
2018/03	1.016.831	24.047	5.181	35.092	6.231	14.980	79.929	1.182.291
2018/04	862.219	19.012	5.446	31.412	5.209	14.170	62.558	1.000.026
2018/05	850.964	19.647	5.964	40.336	5.821	13.910	28.201	964.843
2018/06	875.213	21.073	4.528	36.867	5.570	14.012	69.310	1.026.573
2018/07	885.199	18.180	5.021	25.148	6.117	13.604	34.251	987.520
2018/08	881.781	19.018	5.046	21.619	4.956	9.773	4.722	946.915
2018/09	782.405	20.550	6.046	21.335	5.292	11.916	110.135	957.679
2018/10	1.101.469	25.736	5.592	26.522	6.609	17.449	30.322	1.213.699
2018/11	844.899	26.116	6.078	24.072	6.338	15.535	6.644	929.682
2018/12	678.856	25.644	4.290	23.734	5.629	12.425	3.820	754.398
Sous-totaux	10.694.205	261.234	64.807	352.627	69.172	164.683	510.442	12.117.170

2011-2018	Huissiers de justice	Notaires	Avocats	SPF Finances	SPF Justice	Médiateurs	Débiteurs locaux	Totaux
Totaux	68.590.963	1.116.301	214.713	3.783.984	979.330	862.680	1.067.573	76.615.544

## 9.6.2. Nombre global de consultations par groupe d'utilisateurs

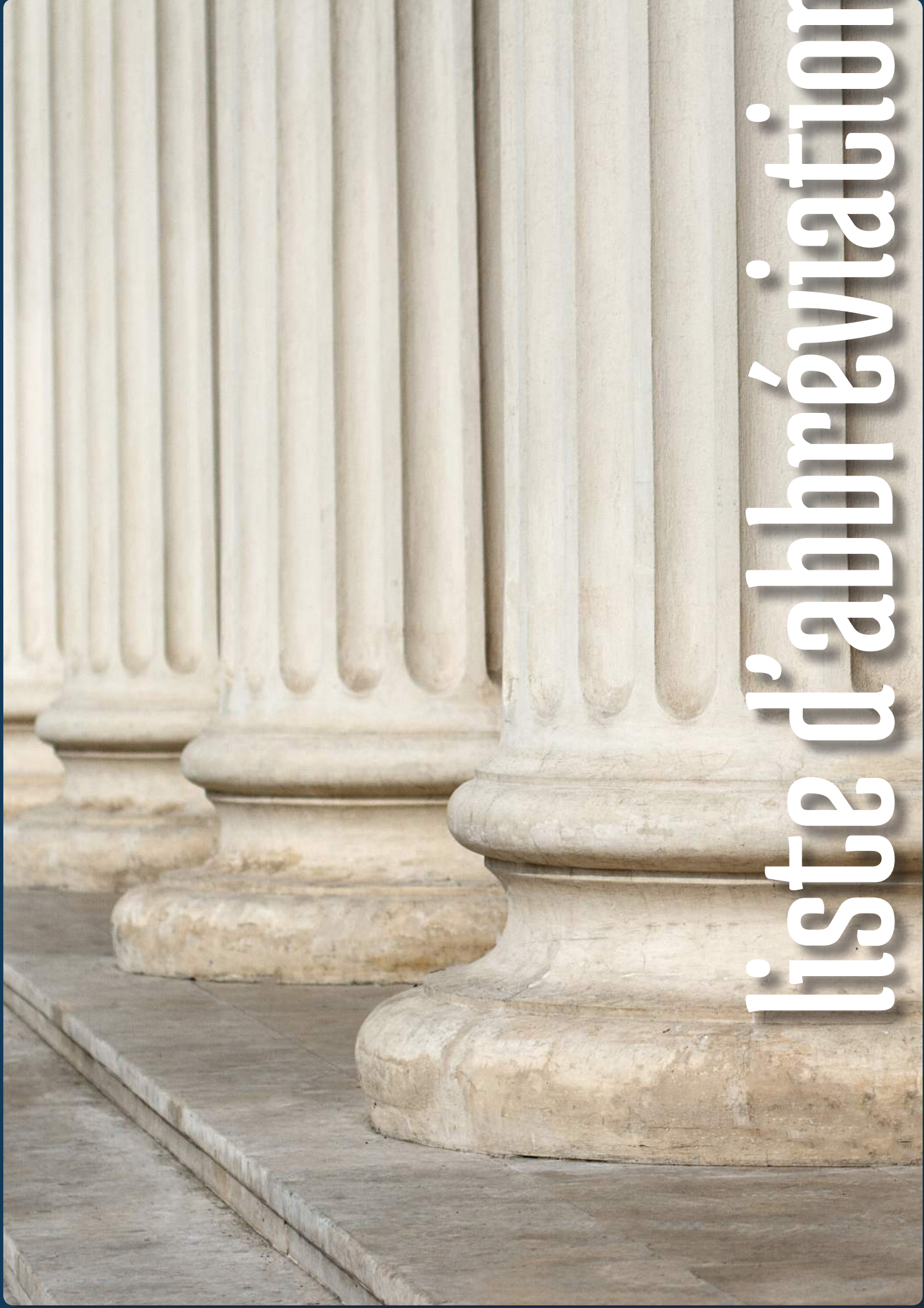
### 9.6.2. Le nombre de consultations payantes par groupe d'utilisateurs et les redevances dues à la clôture de l'année écoulée

ANNEE 2013					
Consultants	Nombre de consultations	Redevance	Totaux encaissés		
Huissiers de justice	1.452.718	4,00 €	5.810.872,00 €		
Notaires	35.545	4,00 €	142.180,00 €		
Avocats (OVB)	1.947	4,00 €	7.788,00 €		
Reçus via les greffes	3.194	4,00 €	12.776,00 €		
<b>Totaux 2013</b>	<b>1.493.404</b>	<b>4,00 €</b>	<b>5.973.616,00 €</b>		
ANNEE 2014	01/01-26/03	Redevance 4 €	27/03-31/12	Redevance 2 €	Chiffre d'affaire total
Consultants	Nombre de cons.	Sous-totaux	Nombre de cons.	Sous-totaux	
Huissiers de justice	400.884	1.603.536,00 €	1.184.988	2.369.976,00 €	3.973.512,00 €
Notaires	7.021	28.084,00 €	15.945	31.890,00 €	59.974,00 €
Avocats (OVB)	410	1.640,00 €	1.392	2.784,00 €	4.424,00 €
Reçus via les greffes			1.101	2.202,00 €	2.202,00 €
<b>Totaux 2014</b>	<b>408.315</b>	<b>1.633.260,00 €</b>	<b>1.203.426</b>	<b>2.406.852,00 €</b>	<b>4.040.112,00 €</b>
			Correction 2011	185	-740,00 €
			Correction 2012	114	-456,00 €
			Correction 2013	324	-1.296,00 €
			Correction 2014 VLABEL	106.492	-299.272,00 €
			Correction 2014 CNHB	73	-194,00 €
			Correction totale 2011-2014	<b>107.188</b>	-301.958,00 €
			<b>Totaux 2014 après correction</b>	<b>1.504.553</b>	<b>3.738.154,00 €</b>

ANNEE 2015			
Consultants	Nombre de consultations	Redevance	Totaux encaissé
Huissiers de justice	1.749.717	2,00 €	3.499.434,00 €
Notaires	25.238	2,00 €	50.476,00 €
Avocats (OVB)	4.005	2,00 €	8.010,00 €
Totaux pour 2015	1.778.960		3.557.920,00 €
Correction 2015 VLABEL & CNHB	102.971	2,00 €	-205.942,00 €
Totaux 2015 après correction	1.675.989		3.351.978,00 €
ANNEE 2016			
Consultants	Nombre de consultations	Redevance	Totaux encaissé
Huissiers de justice	1.892.562	2,00 €	3.785.124,00 €
Notaires	32.031	2,00 €	64.062,00 €
Avocats (OVB)	7.385	2,00 €	14.770,00 €
Totaux pour 2016	1.931.978		3.863.956,00 €
Correction 2016 VLABEL & CNHB	102.352	2,00 €	-204.704,00 €
Totaux 2016 après correction	1.829.626		3.659.252,00 €

ANNEE 2017			
Consultants	Nombre de consultations	Redevance	Totaux encaissé
Huissiers de justice	1.881.194	2,00 €	3.762.388,00 €
Notaires	36.527	2,00 €	73.054,00 €
Avocats (OVB)	9.065	2,00 €	18.130,00 €
Totaux pour 2017	1.926.786		3.853.572,00 €
Correction 2017 VLABEL & CNHB	10.804	2,00 €	-21.608,00 €
Totaux 2017 après correction	1.915.982		3.831.964,00 €

ANNEE 2018			
Consultants	Nombre de consultations	Redevance	Totaux encaissé
Huissiers de justice (du 01/01/2018 au 30/09/2018)	1.398.400	2,00 €	2.796.800,00 €
Notaires (du 01/01/2018 au 30/09/2018)	32.272	2,00 €	64.544,00 €
Avocats (OVB) (du 01/01/2018 au 30/09/2018)	7.199	2,00 €	14.398,00 €
Huissiers de justice (du 01/10/2018 au 31/12/2018)	464.534	0,50 €	232.267,00 €
Notaires (du 01/10/2018 au 31/12/2018)	13.377	0,50 €	6.688,50 €
Avocats (OVB) (du 01/10/2018 au 31/12/2018)	2.468	0,50 €	1.234,00 €
Totaux pour 2018	1.918.250		3.115.931,50 €



# liste d'abréviations

# 10. Liste d'abréviations

CGS	Comité de gestion et de surveillance
CNHB	Chambre Nationale des huissiers de justice de la Belgique
FCA	Fichier Central des Avis de Saisie
SAM-TES	Porte le rôle social et médiateur des huissiers de justice à l'attention du public par le biais des divers médias et canaux de communication
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RCD	Le Règlement Collectif de Dettes
VLABEL	Le Service flamand des Impôts
BCE	Banque-Carrefour des Entreprises
NRN	Numéro de registre national